

Pour une nouvelle négociation raisonnée sur le Brexit

Theresa May a échoué et le franco-européen Michel Barnier a été jugé bon négociateur. Mais quel était l'objectif, était-ce vraiment une réelle négociation avec les bonnes parties et que cherch(ai)ent-elles vraiment ? La solution du back stop était-elle la meilleure solution de rechange (MESORE) et pour qui ? A quel jeu joue-t-on ? Pourquoi donc ne pas revenir à une négociation raisonnée qui sauvera la face de tous en respectant les envies de chacun, avec un deuil accompli et en évitant les travaux de Pénélope. Les politiques devraient parfois se rappeler l'histoire et la comprendre par la psychologie pour optimiser leurs décisions.

Par François CHARLES

Economiste, conseil en stratégie, négociation, management et affaires européennes

Devant le mur des positions de Bruxelles qui n'en veut pourtant plus, Boris Johnson, avec un gouvernement entièrement remanié, s'en va en guerre comme Churchill et veut partir coûte que coûte, avec ou sans nouvelle négociation obtenue, qu'il souhaite toujours mais sans accepter les conditions conclues avec une Première ministre non réellement brexiteuse. Il prend actuellement contact avec tous les grands dirigeants européens et mondiaux en expliquant pourquoi il n'accepte notamment pas la solution proposée du « back stop » qui porte à raison atteinte à la souveraineté voire surtout l'intégrité britannique en coupant l'Irlande du Nord de la Grande-Bretagne. En réponse, il

s'engage à ne pas recréer de frontière entre les deux Irlandes, tout en prenant bien en compte les éléments d'arrêt de libre circulation. Sommes-nous revenus en guerre comme quand seul le Royaume-Uni luttait contre la coalition multilatérale fragile du continent, qui sait lui montrer certaines marques de sympathie comme avec par exemple le délai accordé du 31 octobre, ou celui de la Cour de Justice européenne n'obligeant pas un accord des 27 en cas de volonté d'abandon du processus, au grand désespoir du Président français qui cherche à avancer rapidement mais devrait s'attacher à soigner le bilatéralisme avec B. Johnson en respectant le choix de souplesse britannique, comme les Français savent aussi le faire pour leurs intérêts vitaux. Sans vouloir forcément défendre les Britanniques et leur processus regrettable de départ, si Paul Reynaud considère que la France a sauvé l'Europe, le Royaume-Uni a aussi largement sa part d'histoire.

Le Brexit est un désastre sans doute autant pour UK que pour l'UE. Peut-être faut-il aussi reconnaître une erreur de départ, comme quand la porte s'est ouverte avec la Turquie. Mais comment ne pas considérer UK comme européenne même si elle ne fit pas partie des pays fondateurs ? Si elle créa l'AELE, c'est bien l'Allemagne qui créa il y a plus longtemps avant, la communauté hanséatique dont l'esprit perdure bien aujourd'hui en reprenant vigueur.

M. Barnier a fait son job en tentant de conserver le maximum de liens avec les Britanniques mais pas avec la bonne personne sachant bien qu'elle se ferait retoquer automatiquement à son retour, qu'elle avait peu de chance de réussir et qu'elle partirait sans doute, misant sur le coutumier effet cliquet des acquis et peut-être jusqu'au bout sur une peur des britanniques pour ne finalement pas sortir de l'UE ?

Désormais B. Johnson est aux commandes et se trouve obligé de se satisfaire d'un accord qui ne correspond pas à sa politique en accord avec le référendum de sortie, comme doivent le faire les pays qui changent de sensibilité et qui doivent pourtant accepter les règles européennes élaborées par leurs prédécesseurs. Il veut instaurer des zones franches pour attirer à nouveau les investisseurs, contrer les effets négatifs et relancer certaines opportunités économiques, comme le fait V. Poutine face aux sanctions reçues et provoquées face à son attitude, la Russie en ayant profité pour relancer certaines fabrications en interne, sans s'écrouler mais sans non plus se développer.

Dans le cas UK, il est en tout cas important de geler les droits de douane sur les échanges entre industries stratégiques comme la défense et l'armement, dans le cadre du lien très fort pour la défense de l'Europe.

Comme le souhaite d'ailleurs E. Macron à sa façon, il est temps que les Institutions acceptent

de se remettre en question dans leur toute puissance de Parent Normatif, avec des traités, des critères et des règles qui pourraient désormais être évolutifs comme dans toute politique générale et surtout dans le cas précis européen. Rouvrons une négociation raisonnée, objective, non forte, gagnante non forcément 50/50, sans rester sur certaines positions fermes même si un travail antérieur avait été accompli.

On ne sait plus finalement qui de Boris Johnson et de son gouvernement ou de Michel Barnier et des 27 autres jouent la thèse ou l'antithèse des jeux psychologiques avec des transactions affichées et cachées avec plus ou moins d'honnêteté. A qui profitera le « Battez-vous » en interne ou en externe ? Qui aura su maîtriser Puissance, Permission et Protection ? Qui joue le jeu du "sans toi" et "tu vois bien comme j'ai essayé" où l'un est bien content que l'autre lui interdise une chose dont il serait d'ailleurs incapable de faire ou d'accepter par peur profonde, l'un étant finalement persuadé du côté négatif de l'autre. UK profite de sa situation pour se plaindre des limitations, mettant l'UE mal à l'aise, et se procure un avantage social interne partagé avec ses amis, dont la Suède. Reste à savoir qui a fait les réels efforts et qui va souffrir du désespoir. Et par ailleurs, les couples ne s'accordent-ils pas certaines pauses parfois ?

En attendant les Britanniques se prémunissent contre les pénuries de médicaments, d'essence

mais doit-on s'y attendre vraiment comme quand on prédisait une pénurie de sucre...

Enfin, passons bien en revue les 5+1 phases du deuil pour éviter toute rancœur persistante de chaque partie dans toutes les options de départ, de maintien ou de solution norvégienne, si possible sans diktat imposé suite au vrai faux départ de l'enfant prodigue qui a tout de même inventé la démocratie parlementaire et aidé la France à négocier l'euro auprès des cousins Allemands en contrepartie de leur réunification.